

Résolution sur la Biélorussie

IndustriALL Global Union condamne la dissolution des syndicats indépendants et exige la libération de tous les syndicalistes en Biélorussie

Convoqué les 14 et 15 septembre 2021, le troisième Congrès mondial d'IndustriALL Global Union a adopté à l'unanimité une résolution intitulée « Mettre fin aux mesures de destruction de la société civile et protéger les droits des syndicats indépendants en Biélorussie », condamnant la fraude électorale, les répressions massives, ainsi que les actes de violence et de torture des autorités biélorusses à l'encontre de manifestants pacifiques, de la société civile et, plus particulièrement, des syndicats indépendants.

Le mouvement syndical démocratique continue de se heurter à une féroce persécution. Les bureaux syndicaux et les domiciles des dirigeants syndicaux et des militants ont été visés par des fouilles à de multiples occasions et leurs téléphones mobiles ainsi que leurs ordinateurs portables ont été saisis. Des dirigeants syndicaux, des militants et des membres ont été soumis à des interrogatoires et placés en détention.

À titre d'exemple, Ihar Povarau, Aliaksandr Babrou et Yauhen Hovar avaient tenté d'organiser une grève d'avertissement à l'usine métallurgique biélorusse, qui s'est finalement soldée par une peine de prison de deux ans et demi à trois ans pour les trois militants. Des centaines de syndicalistes ont été condamnés à des amendes pour militantisme civil. Beaucoup ont perdu leur emploi, leurs contrats n'ayant pas été prolongés.

À ce jour, selon des organismes de défense des droits de l'homme, le pays compte plus de 1350 prisonniers politiques et ce nombre ne cesse de croître. Parmi eux, plus d'une trentaine de dirigeants et de membres de syndicats indépendants et démocratiques, y compris des affiliés d'IndustriALL.

En avril dernier, le mouvement syndical indépendant a été la cible d'une attaque massive qui a conduit à l'arrestation de plus d'une vingtaine de dirigeants et de militants du Congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie (BKDP), placés en détention pour avoir exercé leur droit légitime à la liberté syndicale. Leur arrestation constitue une grave violation de leurs droits humains fondamentaux.

La plupart des syndicalistes arrêtés sont encore détenus aujourd'hui. Certains ont déjà été condamnés à de longues peines de prison, et d'autres sont sur le point de voir leur procès débiter. Les détentions de syndicalistes se poursuivent.

Le 18 juillet, la Cour suprême a décidé de liquider et dissoudre le Congrès des syndicats démocratiques de Biélorussie (BKDP) et ses quatre membres, dont trois sont affiliés à IndustriALL – le Syndicat indépendant de Biélorussie (BITU ou BNP), le Syndicat des travailleurs de la radio et de l'électronique (REP), le Syndicat libre de Biélorussie (SPB) et le Syndicat libre des métallurgistes (SPM).

Motivée par des raisons politiques, la répression des syndicats indépendants en Biélorussie constitue une atteinte à la démocratie et à ses institutions.

Réuni les 15 et 16 novembre 2022 à Genève, en Suisse, le Comité exécutif d'IndustriALL :

- Condamne la décision de la Cour suprême de liquider les syndicats indépendants, décision qu'il ne reconnaît pas ;
- Dénonce la persécution continue à l'encontre des dirigeants syndicaux indépendants, des militants et des membres ;
- Exige la libération immédiate des dirigeants et militants syndicaux encore en prison ainsi que l'abandon de toutes les charges retenues contre eux ;
- Annonce le maintien de l'adhésion du BITU-BNP, du REP et du SPM à IndustriALL ;
- Exprime sa solidarité avec le mouvement syndical indépendant biélorusse ;
- Engage IndustriALL à continuer d'aider et de soutenir pleinement les syndicats indépendants en Biélorussie afin de garantir leur intégrité et leur continuité organisationnelle ;

- Appelle les affiliés d'IndustriALL à continuer d'apporter un soutien solidaire actif au mouvement syndical démocratique biélorusse et aux syndicats indépendants.